

## Tunisie: la France et l'Europe sortent de leur silence

Trois semaines après le début du mouvement social, après un week-end marqué par une répression sanglante, le Quay d'Orsay et la diplomatie européenne se sont exprimés.

A Tala, dimanche, les familles des Tunisiens morts dans les émeutes enterrent leurs proches. (AFP)

Après plusieurs semaines de silence, **la France** s'est décidée ce lundi à déplorer les violences en Tunisie, et a appelé à l'apaisement. Pour le ministère des Affaires étrangères *«seul le dialogue»* permettra de surmonter les problèmes économiques et sociaux. *«Nous déplorons les violences, qui ont fait des victimes, et appelons à l'apaisement»*, a déclaré lors d'un point-  
presse le porte-parole du ministère, Bernard Valero.

*«La Tunisie est confrontée à des problèmes économiques et sociaux. Seul le dialogue permettra aux Tunisiens de les surmonter. La coopération entre la France et la Tunisie, qui est fortement orientée sur l'emploi, le restera»*, a-t-il ajouté. *«Aujourd'hui, l'urgence en Tunisie est à l'apaisement»*, a-t-il insisté.

Dans sa déclaration, Bernard Valero ne reprend que le bilan des autorités tunisiennes. *«Nous sommes profondément attristés par le bilan humain des affrontements meurtriers du week-end en Tunisie. On compterait au moins 14 morts et de nombreux blessés.»*

### Négociations en cours avec l'UE

La porte-parole de la chef de **la diplomatie européenne** Catherine Ashton a appelé ce lundi à la libération immédiate des personnes qui manifestaient pacifiquement en Tunisie, conditionnant un renforcement des relations avec l'UE aux droits de l'homme. *«Nous appelons à la retenue dans le recours à la force et au respect des libertés fondamentales. Nous appelons en particulier à la libération immédiate des blogueurs, journalistes, avocats et autres personnes détenues, qui manifestaient pacifiquement en Tunisie»*, a déclaré Maja Kocijancik.

Rappelant que l'UE discutait actuellement avec la Tunisie d'un renforcement de leur relation bilatérale, Maja Kocijancik a souligné que *«le renforcement de cette relation requiert des engagements accrus sur tous les sujets, en particulier dans le domaine des droits de l'Homme et des libertés fondamentales»*.

Des discussions dont la **Fédération internationale des ligues de droits de l'homme** (FIDH) réclame la suspension. *«Il faut que ces négociations sur le statut avancé soient suspendues, en attendant d'intégrer tout ce que nous demandons depuis des années (...) et que soient respectés le développement de la démocratie et les droits de l'Homme»*, a déclaré Souhayr Belhassen.

## «Silence coupable», «silence complice»

**Europe Ecologie/Les Verts (EELV)** et **Tunisie Verte**, un parti non autorisé ont également fustigé lundi le «*silence coupable*» de l'Europe et de la France face à la répression du mouvement de contestation en Tunisie.

*«Les propos du porte-parole du quai d'Orsay appelant à l'apaisement sont déconnectés de la réalité de la dictature tunisienne»,* écrivent les deux organisations dans un communiqué commun. *«La répression sanglante de la dictature tunisienne est insupportable. Un gouvernement qui tire à balle réelle sur sa jeunesse ne doit plus être soutenu par les gouvernements européens»,* selon le communiqué.

Un «*silence complice*» que dénonce aussi **la Ligue des droits de l'Homme (LDH)**. *«Que [les manifestants tunisiens] sachent que le silence complice des autorités politiques françaises actuelles n'est en rien représentatif de l'indignation qui s'étend dans la société française, à présent que les masques tombent et qu'apparaît au grand jour le visage de la dictature».*

## Julia demande une mission parlementaire

Du côté de la classe politique française, **le Parti socialiste** «*condamne solennellement*» la répression du mouvement social au Maghreb, notamment en Tunisie, a déclaré lundi le porte-parole du PS, Benoît Hamon. *«La réponse politique (consistant) à tirer sur la foule est la pire chose»,* a-t-il souligné.

Président du groupe d'amitié France-Tunisie du Sénat, **Jean-Pierre Sueur (PS)** a lui aussi dénoncé «*la répression violente*» et exprimé son «*émotion*» et sa «*tristesse*» devant la multiplication des morts. Il exprime sa «*solidarité avec tous ceux qui souhaitent des évolutions dans ce pays*». *«Les autorités tunisiennes ont dit "comprendre" ces aspirations. Cette compréhension est incompatible avec une répression violente et dont les conséquences sont tragiques»,* fait-il valoir.

A droite, **le député UMP Didier Julia** demande la création d'une mission d'information parlementaire sur les événements en Tunisie, *«afin de savoir comment de tels événements dramatiques ont pu se produire en Tunisie et quelles conséquences notre pays doit en tirer pour ce qui concerne la forme de ses relations avec la Tunisie».*

(Source AFP)